

Modernisation de l'exploitation et des travaux forestiers

Références PDR : mesure 8-6

PDR ALSACE

(Départements Bas-Rhin et Haut-Rhin)

APPEL A CANDIDATURES 2022-2023

FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Une fois complété, ce formulaire de candidature constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels associés dans cet appel à candidatures.

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être fournies
Lire attentivement la liste des pièces à fournir (page 5)**

Où faire parvenir votre dossier de candidature ?	Région Grand Est Délégation aux Fonds Européens Pôle Agroalimentaire et Forestier 1 place Adrien Zeller BP 91006 67070 STRASBOURG cedex
Personne à contacter pour toute information	Julien Surin Tél. : 03.88.15.66.90 · julien.surin@grandest.fr

Informations réservées aux services instructeurs – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Date de dépôt de la demande d'aide	_ _ / _ _ / _ _ _ _ _
Date de début d'éligibilité des dépenses (AR)	_ _ / _ _ / _ _ _ _ _
N° administratif de dossier (Osiris)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Cocher les cases nécessaires

- Je demande** à bénéficier des aides à l'équipement des entreprises de mobilisation des produits forestiers
- J'atteste sur l'honneur :**
- n'avoir pas sollicité pour le même investissement, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
 - avoir pris connaissance des points de contrôle,
 - l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - être à jour de mes cotisations fiscales,
 - être à jour de mes cotisations sociales,
 - ne pas avoir passé commande du matériel concerné par ce dossier avant la date de la demande de subvention dans le cas où l'aide est attribuée dans le cadre du régime SA 41595 (2016/N-2) – Partie B - Régime cadre « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » prolongé jusqu'au 31 décembre 2025 par décision SA.59142 du 12 janvier 2021,
 - que la surface de forêt faisant l'objet des chantiers réalisés par l'entreprise est d'au moins 50 ares,
- Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide :**
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter de la date à laquelle intervient la décision attributive,
 - à informer le guichet unique de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
 - à permettre l'accès à mon entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant cinq années et accepter les contrôles administratifs et sur place jugés nécessaires,
 - à transmettre au plus tard à la demande de paiement du solde, le cas échéant, copie du contrat de travail à durée indéterminée du salarié embauché comme conducteur d'engins dans le cadre de l'opération et à maintenir cet emploi nouveau dans l'entreprise pendant au moins trois ans à compter de la signature du contrat de travail.
 - à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
 - si ce n'est pas déjà le cas avant la demande de subvention, à opter pour le régime simplifié d'imposition (si vous n'êtes pas déjà au régime réel),
 - à maintenir en bon état fonctionnel (dont utilisation de biolubrifiants) et pour un usage conforme (dont respect pression au sol) à la demande les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de trois ans à compter du paiement final de l'aide du FEADER et des aides nationales, Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période d'engagement est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements,
 - à rester propriétaire, ou titulaire du contrat de crédit-bail, et sauf cas de force majeure, des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de trois ans à compter de la date du paiement final de l'aide du FEADER et des aides nationales,
 - à faire la publicité de la participation de l'Union européenne (Fonds européen agricole pour le développement rural : FEADER) - informations disponibles en consultant le lien internet suivant : <http://www.fonds-europeens-alsace.eu/programmes-alsace/obligation-publicite-europeenne-programme-feader.html>.
 - à faire la publicité des participations des cofinanceurs nationaux dans des modalités similaires à celles prévues pour le FEADER

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État ou la Région est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site Internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP) et la Région. Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région.
- que l'aide attribuée l'est au titre du règlement communautaire n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. A ce titre, le montant brut cumulé de l'ensemble des aides octroyées à un même bénéficiaire ne peut excéder, dans ce cas, 200.000 euros sur une période de trois exercices fiscaux glissant ou régime SA 41595 (2016/N-2) – B - Régime cadre « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique ».

Fait à _____

le _____

Nom, prénom qualité et signature du demandeur :

(avec cachet de l'entreprise)

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce à jour déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité				
Extrait K-bis de moins de six mois ou Certificat d'immatriculation INSEE	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des statuts en vigueur et/ou PV de l'Assemblée Générale	Entreprise ayant des statuts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Levée de présomption de salariat de moins de deux ans ou attestation d'inscription à la MSA en tant qu'entrepreneur de travaux forestiers.	Entrepreneurs de travaux forestiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles :				
Si plafonds : coûts raisonnables par matériel (voir annexe 1 de l'AAC) : un devis par nature de dépense (*) du fournisseur en langue française ou comportant la traduction.				
Si plafonds fournisseurs (voir annexe 1 de l'AAC) : _____				
- dépense inférieure à 5 000 € HT : 1 devis				
- dépense comprise entre 5 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis				
- dépense supérieure à 90 000 € HT : 3 devis				
(*) Les natures de dépenses se raisonnent par devis d'investissement, d'équipement, de lot ou de prestations).				
Document du constructeur ou du distributeur attestant que : - la pression maximale admissible du matériel en charge maximum autorisée est inférieure ou égale à 0,6 kg/cm2 - le matériel est équipé des dispositifs de sécurité requis par la législation en vigueur et fonctionne avec des biolubrifiants non éco-toxiques	Pour matériel roulant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Deux derniers comptes de résultats clos et bilans afférents (liasses fiscales complètes) signés et approuvés par l'expert-comptable	Si subvention > 23 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de l'expert-comptable Cf. annexe 2	subvention sollicitée >23 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord de principe de financement de l'organisme bancaire	si recours au crédit-bail ou à un emprunt bancaire classique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire fourni par l'établissement bancaire (pour le crédit bail, RIB de la société de crédit bail + le numéro SIRET de la société de crédit-bail)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
IBAN	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de financement de l'investissement <u>avant</u> et après réalisation (Cf. annexe 3)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de perception des aides publiques (Cf. annexe 4)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Compte de résultats prévisionnels après réalisation de l'investissement (Cf. annexe 5)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité au regard des obligations sociales (à demander auprès de la MSA)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité fiscale (à demander auprès des Services fiscaux (Renseignements disponibles sous http://www.impots.gouv.fr/portal/deploiement/p1/fichedescriptive_5337/fichedescriptive_5337.pdf)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces techniques				
Note relative à la viabilité économique de l'investissement (Cf. annexe 1)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièce justificative indiquant le recours à l'équipement en tracks et/ou chenilles (tuiles larges) ou système 8x8 (précision sur un devis ou attestation fournisseur) si l'entreprise en dispose (<u>si non, cocher sans objet</u>)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'adhésion à un groupement d'entreprises (GIE, Groupement momentané d'entreprise, Association d'ETF etc...) si l'entreprise est concernée (<u>si non cocher sans objet</u>)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du titre de qualification (Qualiterritoires) si le demandeur en dispose O U Certificat d'adhésion à une charte de qualité régionale ou nationale (pour les ETF) ou certificat d'adhésion à une démarche de certification forestière (pour les exploitants forestiers) si l'entreprise est concernée (<u>si non cocher sans objet</u>) – L'Attestation devra indiquer depuis combien de temps l'entreprise est adhérente au cours des deux	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Compléments d'information (Cf. annexe 6)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Grille de sélection de projets (Cf. annexe 7)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____ le _____

Prénom et Nom du demandeur : _____

Qualité du demandeur : _____

Signature du demandeur :
(avec cachet de l'entreprise)

ANNEXE 1 : NOTE RELATIVE A LA VIABILITE ECONOMIQUE DE L'INVESTISSEMENT

CHIFFRE D'AFFAIRES NET (Valeur annuelle en K€)	Rappel	
	dernier exercice clos	Activité prévisionnelle après investissement
vente de bois ronds		
prestations de service en exploitation forestière		
autres activités en production forestière (préciser)		
autres activités hors forêt (préciser)		
TOTAL		
dont exportation		

Part de l'activité de récolte forestière (travaux sylvicoles, exploitation forestière, récolte) en pourcentage du Chiffre d'Affaire de l'entreprise : _____%

CLIENTELE ET DEBOUCHES

Liste des principaux clients (localisation et part dans le C.A. de l'entreprise) :

QUANTITES EXPLOITEES		Rappel		Activité prévisionnelle après investissement	
		Bois d'Œuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois d'Œuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)
Volumes achetés	par l'entreprise sur pied				
	par l'entreprise bord de route				
Volumes façonnés	par l'entreprise				
	sous-traités				
Volumes débardés	par l'entreprise				
	sous-traités				
Volumes commercialisés	vendus				
	dont exportés				

INFORMATIONS ECONOMIQUES			Rappel		Activité prévisionnelle après investissement	
			Bois d'Œuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois d'Œuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)
Prestation de services	Prix moyen de prestation	abattage				
		débardage				
		transport				
Négoce Commerce	Prix moyen d'achat	sur pied				
		bord de route				
	Prix moyen de vente	bord de route				

CARACTERISTIQUES DES COUPES :

(préciser les conditions moyennes des coupes exploitées au cours de l'année précédente, les principales essences, les conditions topographiques, etc.).

ANNEXE 2 - Attestation de présentation des comptes annuels

(à remplir par l'expert-comptable)

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entreprise « Nom_Entreprise »*..... pour l'exercice du « Date_début exercice » *..... au « Date_fin exercice » *....., j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts-comptables.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints qui comportent « Nombre_page(s) » *....., se caractérisent par les données suivantes *:

Année	<i>n</i>	<i>n-1</i>			<i>n</i>	<i>n-1</i>
Chiffre d'Affaire				Fonds inscrits au compte courant d'associé		
Résultat d'exploitation				Endettement financier (emprunts et dettes assimilées) à MT		
Résultat net				Endettement financier (fournisseurs)		
Capital social				Dotations amortissements		
Total du bilan				Dotations provisions		
Fonds propres				Reprise provisions		

Fait à

Le

Nom, Prénom et Signature (de l'expert-comptable) et cachet

* à compléter

ANNEXE 3 - PLAN DE FINANCEMENT COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT

Valeurs en milliers de €.		Année 1 201 .	Année 2 201 .	Année 3 201 .	TOTAL
BESOINS					
1	Total programme soumis hors taxes (pour mémoire)				
Dont	1.1. Crédit-bail et autres investissements passés en charge d'exploitation				
	1.2. Investissements immobilisés				
2	Autres investissements hors taxes				
3 (1)	Reconstitution du fonds de roulement				
	Augmentation du besoin en fonds de roulement				
4	Remboursements de crédits	anciens			
		nouveaux			
5	Divers (prélèvement de l'exploitant, etc.)				
A : 1.1. à 5	TOTAL DES BESOINS				
RESSOURCES					
1	Augmentation du capital				
2	Apports en comptes courants				
3	Cession d'actifs				
4	Prélèvement sur fonds de roulement				
5	Marge brute d'autofinancement				
6	Crédit-bail et autres dépenses passées en charges				
7	Subventions d'équipement (à préciser) - _____ - _____ - _____				
8	Emprunts (préciser) - Banque : _____ prêt : _____ € à _____ % sur _____ ans - Banque : _____ prêt : _____ € à _____ % sur _____ ans				
B : 1 à 8	TOTAL DES RESSOURCES				
B – A	SOLDE ANNUEL				
	Solde cumulé				
(1) dans le cas d'un prélèvement important de l'activité ou d'une création d'entreprise joindre une estimation du besoin en fonds de roulement					

ANNEXE 4 – ATTESTATION DE PERCEPTION DES AIDES PUBLIQUES

Pour compléter ce formulaire se référer à l'annexe 2 de l'AAC 2022-2023 - Déclaration des aides de minimis

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

J'atteste sur l'honneur :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		Total (A) =	€

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire**, une aide relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
---	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
---	----------------------	---

Date de démarrage de l'exercice fiscal

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2) – Partie B.

Cocher la case correspondant à votre situation :

Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* entreprise reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée

J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)

ou

J'atteste sur l'honneur avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également les tableaux des pages suivantes du formulaire.**

Je, soussigné (nom prénom et qualité), (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) :

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

Complément à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG)

- **Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités de production agricole primaire** au titre desquelles elle a reçu des **aides de minimis « agricole »** (en application des règlements (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 avril 2013 et n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 dit « règlements de minimis agricole ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **D) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » agricole** (en application des règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole		Total (D) =	€

- **Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture** au titre desquelles elle a reçu des **aides de minimis « pêche »** (en application du règlement (UE) n° 717/2014, dit « règlement de minimis pêche ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **E) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (E) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis pêche		Total (E) =	€

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en et agricole (D) et pêche (E)	[(A)+(B)+(C)+(D)+(E)]	€
---	------------------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2) – Partie B.

Le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». La notion d'« entreprise unique » est définie dans l'annexe 2 de l'AAP. Il convient d'inscrire également dans ces tableaux les aides de minimis considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir annexe 2 de l'AAP).

- **S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général (SIEG)** au titre duquel elle a reçu des aides de minimis « SIEG » (en application du règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 dit « règlement de minimis SIEG ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **F) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » SIEG** (en application du règlement (UE) n° 360/2012) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides reçues et/ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (F) =	

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en et agricole (D) et pêche (E) et SIEG (F)	[(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)]	
---	----------------------------------	--

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2) – Partie B.

Cocher la case correspondant à votre situation :

Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée

Je, soussigné (nom prénom et qualité), (représentant légal de la structure sollicitant l'aide publique dont la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

ANNEXE 5 COMPTES DE RESULTATS PREVISIONNELS

Valeurs en milliers de €.		Dernier exercice clos		Prévisionnel année 1 ou année en cours		Prévisionnel année 2		Prévisionnel année 3	
		201 .	%	201 .	%	201 .	%	201 .	%
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		A							
dont exportation									
± Variation stockée		1							
Production immobilisée		2							
Achats de marchandises		3							
± Variation stock de marchandises		4							
Achats de matière première		5							
± Variation stock de matière première		6							
MARGE BRUTE (A+1+2-3-4-5-6)		B							
Autres achats et charges externes		TOT	7						
dont	Energie	7.1							
	sous-traitance	7.2							
	Assurances	7.3							
	loyers sur immeubles	7.4							
	loyers sur crédit-bail mobilier	7.5							
	Entretien	7.6							
	Autres	7.7							
VALEUR AJOUTEE (B-7)		C							
Subventions d'exploitation		8							
Charges de personnel (salaires + charges sociales)		9							
Impôts, taxes et versements assimilés		10							
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (C+8-9-10)		D							
Autres produits de gestion courante		11							
Autres charges de gestion courante		12							
Dotation aux amortissements		13							
Dotation aux provisions		14							
RESULTAT D'EXPLOITATION (D+11-12-13-14)		E							
Charges financières		TOT	15						
dont	sur dettes à court terme	15.1							
	sur long et moyen terme anciens	15.2							
	sur long et moyen terme nouveaux	15.3							
Produits financiers		16							
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (E-15+16)		F							
± Plus ou moins values sur cessions d'actifs		17							
Profits sur réintégration subvention d'équipement		18							
± Autres produits-charges exceptionnels		19							
Participation des salariés		20							
Impôts sur les bénéfices		21							
RESULTAT DE L'EXERCICE (F+17+18+19-20-21)		G							
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		H							
Distribution au titre de l'exercice									
Appointements des dirigeants non salariés									
Effectifs		I							

ANNEXE 6 COMPLEMENTS D'INFORMATION (page 1)

Présentation de l'entreprise

Historique de l'entreprise (création, évolution, projets...)

Titres de qualification : Préciser si l'entreprise est détentrice d'un titre de qualification délivré par Qualiterritoire :
.....

Démarche collective : Préciser si l'entreprise est adhérente à un groupement d'entreprises (Groupement d'intérêt Economique, Groupement momentané Entreprise, Association d'ETF etc...) :
.....

Adhésion à une charte de qualité régionale ou nationale (pour les ETF) ou Adhésion à une démarche de certification forestière (pour les exploitants Forestiers) :

Si oui, précisez si l'entreprise est adhérente depuis l'année en cours, depuis un an, depuis deux ans ou + :

Votre parc matériel actuel :

nature	marque	modèle	Acheté d'occasion le	Date 1 ^{ère} mise en service	heures de fonctionnement	état

Caractéristiques du nouveau matériel

Matériel à acquérir : Coût : €. HT

Poids de l'engin (poids en charge si porteur forestier) :

Matériel équipé ou non de tracks ou chenilles (tuiles larges) ou 8x8 :

Caractéristiques en matière d'innovation (matériel ayant fait l'objet d'une adaptation spécifique (portage des bois, type de câble, largeur de pneus 700 mm) :

Matériel améliorant les conditions de sécurité par rapport à l'ancien matériel - Ex. Présence d'un équipement "Dispositif d'Alarme pour Travailleur Isolé (DATI)"... :

ANNEXE 6 COMPLEMENTS D'INFORMATION (page 2)

S'agit-il d'un renouvellement de matériel oui non Si oui, de quel matériel :

vente ou cession à un tiers : (Raison sociale-Nom).....montant approximatif€
la copie du document de vente ou de cession sera exigé à la réception du matériel subventionné.

reprise par le vendeur du nouveau matériel montant approximatif€
la copie du document de reprise sera exigé à la réception du matériel subventionné.

conservé pour pièces, dans ce cas :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR*

Madame/Monsieur.....Chef (si autre préciser) de l'entreprise.....
..... sise à....., certifie que le
matériel renouvelé est conservé pour être utilisé en pièces détachées par l'entreprise suscitée. En aucun cas le matériel ne pourra
être mis à nouveau en circulation. Signature :

Objectifs techniques **du matériel objet de la demande de subvention:**

- volume annuel traité (m³) :.....- durée annuelle de fonctionnement prévue (heures) :.....
- Charges **annuelles** prévisionnelles liées au matériel objet de la demande de subvention:

Frais fixe :

amortissements :
frais financiers :
primes d'assurances :

Frais proportionnels :

impôts et taxes :
carburants et lubrifiants :
matières consommables :

Frais de personnel :

entretien, réparations :
salaires et primes :
charges patronales :
indemnités diverses :

ANNEXE 7 GRILLE DE SELECTION DE PROJETS

- Grille de sélection de projets -

Soutien à la modernisation et amélioration de la mécanisation de la récolte TO 0806A du Programme de Développement Rural Alsace 2014-2022

Nom du porteur de projets :

Intitulé du projet :

Principe PDR	Critères de sélection	Précisions et évaluation du critère	Appréciation	Nombre de points maximum	Points affectés
2	Emploi	Création d'emploi	10	20	
		Impact économique identifié par le ratio EBE (du dernier exercice comptable connu)/montant total de l'investissement Ratio de 0 ≤ 10 Ratio de > 10 ≤ 20 Ratio ≥ 20	10 5 0		
1	Développement économique	Utilisation optimale du matériel. Machine combinée d'abattage et de façonnage (15 000 à 23 000m3/an) Volume annoncé : 15 à 17 000 m3/an	0	10	
		Volume annoncé : 17 à 21 000 m3/an	10		
		Volume annoncé : 21 000 m3 et + /an	5		
		Porteur (12 000 à 20 000m3/an)	0		
		Volume annoncé : 12 à 14 000 m3/an	0		
		Volume annoncé : 14 à 18 000m3/an	10		
		Volume annoncé : + de 18 000m3/an	5		
		Tracteur de débardage équipé de treuil (débusqueur à câble) 8 000 à 16 000m3/an	0		
		Volume annoncé : 8 à 10 000m3/an	10		
		Volume annoncé : 10 à 14 000m3/an	10		
		Volume annoncé : 14 000 m3 et + /an	5		
		Tracteur de débardage équipé de treuil + grue (débusqueur à grue) 10 000 à 18 000 m3/an	0		
		Volume annoncé : 10 à 12 000 m3/an	10		
		Volume annoncé : 12 à 16 000 m3/an	10		
		Volume annoncé : 16 000m3 et + /an	5		
Matériel alternatif au débardage traditionnel (câble, cheval de fer, cheval,...)	5				
Matériels polyvalents de sylviculture	Treuil autonome, chenillard, remorque forestière, mini pelle, pelle araignée, microbull (ou porte-outil similaire), bras télescopique	5	5		
	Diversification de l'activité de l'entreprise	Investissement apportant une nouvelle activité (entreprise d'abattage acquisition dans combiné de bois de chauffage ou débardeur)	10	10	
2	Titre de qualification	Entreprise détentrice d'un titre de qualification délivré par Qualiterritoires ou Qualitravaux	5	5	
		Démarche collective	Entreprise adhérente à un groupement d'entreprises (Groupement d'intérêt Economique, Groupement momentané Entreprise, Association d'ETF etc...)	5	5
Sous-total Développement Economique				55	
1	Environnement / Respect des sols	Treuil autonome, chenillard, remorque forestière	20	25	
		Matériel alternatif au débardage traditionnel (câble, cheval de fer, cheval,...)	25		
		Machine combinée d'abattage et de façonnage (7-21 tonnes)			
		Inférieur ou égal à 9 tonnes	20		
		Entre supérieur à 9 tonnes et 18 tonnes	10		
		Bonus : matériel entre 7-21 tonnes + dispositif augmentant la portance *(1)	5		
		Supérieur à 18 tonnes.	0		
		Bonus : matériel > 18 tonnes + dispositif augmentant la portance *(1)	10		
		Porteur (poids en charge ici 20-40 tonnes)			
		Inférieur ou égal à 22 tonnes	20		
		Supérieur à 22 tonnes et inférieur à 37 tonnes	10		
		Bonus : matériel < 22 t jusque < 37t + dispositif augmentant la portance *(1)	5		
		Supérieur ou égal à 37 tonnes.	0		
		Bonus : matériel ≥ 37 t + dispositif augmentant la portance *(1)	10		
		Tracteur de débardage équipé de treuil (débusqueur à câble) (9-14 tonnes)			
		Inférieur ou égal à 11 tonnes	20		
		Supérieur à 11 tonnes et inférieur à 13 tonnes	10		
		Bonus : matériel 9 t à ≤ 13t + tracks et/ou chenilles *(1)	5		
		Supérieur ou égal à 13 tonnes	0		
		Bonus : Matériel ≥ 13 t + tracks et/ou chenilles *(1)	10		
		Tracteur de débardage équipé de treuil + grue (débusqueur à grue) (10-16 tonnes)			
		Inférieur ou égal à 12 tonnes	20		
		Entre 12-15 tonnes	10		
		Bonus : matériel 10 t à ≤ 15t + tracks et/ou chenilles *(1)	5		
		Supérieur à 15 tonnes.	0		
		Bonus : matériel > 15 t + tracks et/ou chenilles *(1)	10		
		Pelle hydraulique et Mini-pelle blindée équipée forestier			
		Microbull (ou porte-outil similaire), et/ou mini-pelle blindée inférieure ou égale à 5 tonnes	20		
		Mini-pelle blindée inférieure ou égale à 10 tonnes	15		
		Pelle hydraulique blindée sur chenilles inférieure ou égale à 22 tonnes	10		
Pelle araignée	15				
Broyeurs (hors production de bois énergie) et matériel de préparation du sol (sous soleur, scarificateur, griffe à ronce, batteuse à fougère, cover crop, rouleau landais, gyrobroyeur, charrue forestière, broyeur pour mini pelle)	15				
Bras télescopique	10				
Exosquelette	20				
Porte-engin, porte-matériels	15				
Sous-total Gabarit					
3	consommation de carburant	Matériel combiné d'abattage et façonnage		5	
		Consommation nouveau matériel inférieure à 15 litres/heure	5		
		Si égale ou supérieure à 15l/h = 0.	0		
		Porteur			
		Consommation nouveau matériel inférieure à la moyenne (13 litres/heure)	5		
		Si supérieure ou égale à 13l/h	0		
		Tracteur de débardage équipé de treuil (débusqueur à câble)			
		Consommation nouveau matériel inférieure à la moyenne (10 litres/heure)	5		
Si supérieure ou égale à 10l/h	0				
Tracteur de débardage équipé de treuil + grue (débusqueur à grue)					
Consommation nouveau matériel inférieure à la moyenne (10 litres/heure)	5				
Si supérieure ou égale à 10l/h	0				
Matériel alternatif au débardage traditionnel (câble, cheval de fer, cheval,...)	5				
4	Adhésion à une charte de qualité régionale ou nationale (pour les ETF) ou Adhésion à une démarche de certification forestière (pour les exploitants Forestiers)	L'entreprise à 3 ans ou plus d'activités : adhérente à une charte/démarche dans l'année de dépôt de la demande d'aide et ainsi que dans les 2 années précédentes le dépôt de la demande d'aide	20	20	
		L'entreprise a moins de 3 ans d'activités : adhérente à une charte/démarche dans l'année de dépôt de la demande d'aide et ainsi que dans les l'année précédente le dépôt de la demande d'aide	20		
		L'entreprise a moins d'1 an d'activité : adhérente à une charte/démarche dans l'année de dépôt de la demande d'aide	15		
		Aucune adhésion	0		
Sous-total Environnement/Respect des sols				50	

	Innovation / Sécurité	Matériel innovant	matériel ayant fait l'objet d'une adaptation spécifique (portage des bois, type de câble, largeur de pneus 700 mm, téléguidage, planteuse automatisée, GPS de précision, bras télescopique...).	10	10	
			Combiné de production de bois de chauffage ou broyeur à plaquettes	10		
			matériel pour les travaux sylvicoles (sous soleur, scarificateur, griffe à ronce, batonneuse à fougère, cover crop, rouleau landais, gyrobroyeur, charrue forestière, broyeur pour mini pelle)	10		
		Matériel améliorant les conditions de sécurité : Ex. Présence d'un équipement "Dispositif d'Alarme pour Travailleur Isolé (DATI)", exosquelette, contrôle à distance du matériel)	10	10		
Sous-total Innovation/Sécurité				20	0	
TOTAL MAXIMUM DE POINTS					125	
Seuil minimal de points en dessous duquel il y a rejet d'une demande : 25 points						

*[1] - Equipement augmentant la portance pour Matériel combiné d'abattage et façonnage et Porteur = tracks et/ou chenilles (tuyles larges), chaînes ou système 8x8
- Equipement augmentant la portance pour Tracteurs de débardage : tracks ou chaînes, et/ou chenilles (tuyles larges)

Modalité d'attribution des points :
Nombre de point maximal : 100 Seuil de sélection : 25
Echelle de notation : 0 point ou nombre max de points par critère

Principes applicables à l'établissement des critères de sélection (Mesure 8 du PDR) :
1- tonnage des projets
2- sécurité
3- consommation de carburant
4- respect des normes relatives à la pollution

Conclusion :
- Le projet est sélectionné (seuil minimal atteint)
- Le projet n'est pas sélectionné (seuil minimal non atteint)
Recommandations (facultatif) :

(sous réserve de validation de la grille de sélection par le comité de suivi de juin 2022)